

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 1105

[C — 2008/29189]

29 FEVRIER 2008. — Décret relatif à l'organisation des épreuves d'évaluation sommative dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. A l'article 9, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les termes « 15 jours » sont remplacés par les termes « 18 jours ».

Art. 2. A l'article 9, alinéa 1^{er}, de la même loi, les termes « à l'exception des épreuves liées à la délivrance du certificat de qualification » sont insérés à la suite des termes « les épreuves d'évaluation ».

Art. 3. A l'article 9, de la même loi est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Durant les périodes visées aux alinéas précédents, les élèves majeurs qui le souhaitent et les élèves mineurs dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale le souhaitent doivent être accueillis au sein de l'établissement et y bénéficier d'un encadrement éducatif ou pédagogique. »

Art. 4. Dans la même loi, est inséré un article 9*bis* rédigé comme suit :

« Article 9*bis*. Sans préjudice de l'article 9 de la présente loi, lorsqu'un chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou un pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française organise des épreuves d'évaluation sommative sous la forme notamment de bilans ou d'examens, les règles suivantes sont d'application :

a) Au cours de l'année scolaire, les épreuves d'évaluation, à l'exception de celles organisées en juin et en septembre ne peuvent être réparties sur plus de huit jours d'ouverture d'école au premier degré et de douze jours d'ouverture d'école pour les autres degrés. Une fois les épreuves terminées, les cours reprennent le lendemain selon l'horaire normal sauf si la fin de la session coïncide avec le début d'un congé scolaire ou d'un week-end auquel cas les cours reprennent dès le premier jour qui suit la fin du congé scolaire ou du week-end. Toutefois, une fois les épreuves terminées, les cours peuvent être suspendus, le cas échéant, durant un maximum de quatre journées au premier degré et de cinq journées pour les autres degrés afin d'organiser des conseils de classe, dont une journée au maximum peut être réservée à la remise des bulletins selon un horaire adapté. Cette ou ces journées sont comptabilisées dans les huit et douze jours d'ouverture d'école définis dans le présent alinéa. Lorsqu'un chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, n'utilise pas lesdites journées, en tout ou en partie, à l'issue des épreuves d'évaluation prévues par le présent alinéa, celles-ci peuvent être consacrées à l'organisation de conseils de classe durant l'année scolaire.

b) Au mois de juin, pour les trois degrés, les épreuves d'évaluation se terminent au plus tôt le neuvième jour d'ouverture d'école inclus précédant les vacances scolaires. Toutefois, lorsque des épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification sont organisées à la fin de la période réservée aux épreuves d'évaluation sommative, ces dernières peuvent se terminer, pour les classes concernées, au plus tôt le douzième jour d'ouverture d'école inclus précédant les vacances scolaires.

La procédure interne visée à l'alinéa 5 de l'article 96 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre doit se dérouler au moins sur les deux derniers jours d'ouverture d'école précédant les vacances scolaires. Au cas où un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement organise des stages en entreprise tel que défini à l'article 53 du Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre durant la période définie à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut octroyer une dérogation permettant d'organiser les épreuves sommatives pour les classes concernées à un autre moment de l'année y compris durant les trois premiers jours d'ouverture d'école du mois de septembre, dans le respect des dispositions de l'article 9 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.

c) Lorsque le pouvoir organisateur fait le choix d'organiser des examens de passage et qu'ils sont organisés en tout ou en partie en septembre, ils ne peuvent s'étendre au-delà des trois premiers jours d'ouverture d'école.

d) Outre les dispositions prévues aux points a), b), c), du présent alinéa, les cours peuvent être suspendus pour organiser des conseils de classe durant un maximum de trois journées.

Le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française et le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis des enseignants, décide pour chaque année d'études du choix des disciplines soumises à ces épreuves et aux autres modalités d'organisation de la session, dans le cadre, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, des modalités définies, le cas échéant, par le Gouvernement. En fonction du nombre d'épreuves déterminées par session, par année et par forme d'enseignement, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur les répartit sur l'ensemble de la période prévue pour le degré correspondant.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur établit une planification des sessions d'épreuves d'évaluation sommative comprenant notamment les dates d'examens, de conseils de classe et de réunions de parents. Durant l'année scolaire, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur organise au moins une réunion de parents après chaque session d'épreuves d'évaluation sommative.

La planification établie en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord ainsi qu'à l'avis du Conseil de participation.

Pour le 15 novembre au plus tard, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur adresse à l'administration la planification accompagnée de l'avis rendu par les organes de concertation locaux en vue de vérifier la conformité de celle-ci avec les dispositions légales et la communique aux parents.

Art. 5. Dans la même loi, est inséré un article *9ter* rédigé comme suit :

« Article *9ter*. Les Services du Gouvernement sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées aux articles 9 et *9bis* de la présente loi. ».

Art. 6. Dans l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, est inséré un paragraphe *2sexties* rédigé comme suit :

« § *2sexties*. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux articles 9 et *9bis* de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, la procédure prévue au § *2ter* est entamée. »

CHAPITRE II. — *Entrée en vigueur*

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 février 2008.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Enseignement obligatoire

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2007-2008* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 518-1. — Rapport, n° 518-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 26 février 2008.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1105

[C - 2008/29189]

29 FEBRUARI 2008. — Decreet betreffende de inrichting van de proeven voor de balans opmakende evaluaties in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

Artikel 1. In artikel 9, eerste lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "achtien dagen".

Art. 2. In artikel 9, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "met uitzondering van de proeven in verband met de uitreiking van het kwalificatietoetschrift" ingevoegd na het woord "evaluatietoetsen".

Art. 3. In artikel 9, van de zelfde wet, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt: "Gedurende de periodes bedoeld in de vorige leden, moeten de meerderjarige leerlingen die het wensen en de minderjarige leerlingen wier ouders (of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt) het wensen (wenst) opgenomen worden binnen de inrichting en er een opvoedende of pedagogische begeleiding genieten. »

Art. 4. In dezelfde wet, wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt: « Artikel *9bis*. Onverminderd artikel 9 van deze wet, wanneer een inrichtingshoofd in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of een inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap proeven voor balans opmakende evaluatie inricht in de vorm van tussentijdse evaluaties of examens, worden de volgende regels in acht genomen :

a) Gedurende het schooljaar, met uitzondering van de proeven ingericht in juni en september, mogen evaluatieproeven niet over meer dan acht open schooldagen verspreid worden voor de eerste graad en over meer dan twaalf dagen voor de andere graden. Als de proeven ten einde zijn gekomen, worden de dag daarna de lessen voortgezet volgens een normale uurregeling behalve wanneer het einde van de zittijd samenvalt met het begin van een schoolvakantie of een weekeinde in welk geval de lessen hervat worden de eerste dag na het einde van de schoolvakantie of het weekeinde. Nochtans, als de proeven ten einde zijn gekomen, kunnen de lessen opgeschort worden, desgevallend, gedurende een maximum van vier dagen voor de eerste graad en van vijf dagen voor de andere graden om de mogelijkheid te bieden om klassenraden in te richten waaronder maximum een dag bestemd voor de uitreiking van de schoolrapporten volgens een aangepaste uurregeling. Deze dag(en) wordt (worden) meegeteld in de acht en twaalf open schooldagen bepaald in dit lid. Wanneer een inrichtingshoofd, in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, deze dagen gedeeltelijk of geheel niet gebruikt, op het einde van de evaluatieproeven bedoeld in dit lid, kunnen deze besteed worden aan de inrichting van klassenraden gedurende het schooljaar.

b) Gedurende de maand juni, en voor de drie graden, eindigen de evaluatieproeven ten laatste de negende open schooldag inbegrepen voor de schoolvakantie. Nochtans, wanneer de proeven in verband met de uitreiking van het kwalificatiegetuigschrift ingericht worden op het einde van de periode bestemd voor de proeven voor de balans opmakende evaluaties, kunnen deze laatste een einde nemen, voor de betrokken klassen, ten vroegste de twaalfde open schooldag inbegrepen voor de schoolvakantie.

De interne procedure bedoeld bij het vijfde lid van artikel 96 van het Decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dient te geschieden minstens gedurende de laatste twee open schooldagen voor de schoolvakantie. Ingeval een inrichtende macht of een inrichtingshoofd bedrijfsstages inricht zoals bedoeld bij artikel 53 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gedurende de periode bepaald in het vorige lid, kan de Regering een afwijking toekennen voor de inrichting van de balans opmakende proeven voor de betrokken klassen op een ander ogenblik van het jaar inbegrepen gedurende de eerste drie open schooldagen van de maand september, met inachtneming van de bepalingen van artikel 9 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs.

c) Wanneer de inrichtende macht verkiest overgangsexamens in te richten en deze gedeeltelijk of geheel ingericht worden in september, kunnen deze examens niet meer dan de eerste drie open schooldagen bestrijken.

d) Naast de bepalingen bedoeld bij de punten *a)*, *b)* en *c)*, van dit lid, kunnen de lessen opgeschort worden om klassenraden in te richten gedurende een maximum van drie dagen.

Het inrichtingshoofd, in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, na het advies te hebben ingenomen van de leerkrachten, beslist voor ieder studiejaar over de keuze van de disciplines die onderworpen zijn aan dergelijke proeven en aan de andere inrichtingsregels voor de zittijd, in het kader, wat betreft het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, van de nadere regels bepaald, desgevallend, door de Regering. Naargelang het aantal besloten proeven per zittijd, per jaar en per onderwijsvorm, verdeelt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht deze over het geheel van de periode bepaald voor de samenvallende graad.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht bepaalt een programmering voor de zittijden van de proeven voor de balans opmakende evaluaties waarin namelijk begrepen zijn de examendatum, de klassenraden en de oudervergaderingen. Gedurende het schooljaar, richt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht minstens een oudervergadering in na elke zittijd van de proeven voor de balans opmakende evaluatie.

De programmering bepaald met toepassing van deze bepaling wordt voorafgaandelijk, in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, aan het basisoverlegcomité om advies voorgelegd, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs, aan de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, aan de bedrijfsraad of, bij gebrek daaraan, aan de vakvereniging, met het recht om de zaak om advies aanhangig te maken bij het overlegbureau in geval van onenigheid, alsook aan het advies van de Participatieraad.

Voor ten laatste 15 november, zendt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht aan het bestuur de programmering over samen met het advies uitgebracht door de plaatselijke overlegorganen met als doel het nagaan van de overeenstemming van deze met de wetsbepalingen en deelt ze aan de ouders mede. »

Art. 5. In dezelfde wet, wordt een artikel *9ter*, luidend als volgt, ingevoegd: « Artikel *9ter*. De Diensten van de Regering worden belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld bij de artikelen 9 en *9bis* van deze wet. »

Art. 6. In artikel 24 van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, wordt een paragraaf *2sexties* ingevoegd, luidend als volgt: « § *2sexties*. Indien de inrichtende macht de artikelen 9 en *9bis* van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, niet naleeft, wordt de procedure bedoeld bij § 2 ingezet. »

HOOFDSTUK II. — *Inwerkingtreding*

Art. 7. Dit decreet treedt in werking zodra het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 29 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN,

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2007-2008* :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 518-1. — Verslag nr. 518-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 26 februari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 1106

[C - 2008/29191]

12 MARS 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de la Mobilité étudiante

Vu le décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, modifié par le décret du 2 juillet 2007;

Vu l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la Mobilité étudiante;

Vu la proposition du Conseil Supérieur de la Mobilité étudiante;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de la Mobilité étudiante, ci-annexé, est approuvé.

Art. 2. Cet arrêté produit ses effets le 13 février 2008.

Bruxelles, le 12 mars 2008.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de la Mobilité étudiante

Conseil supérieur de la Mobilité étudiante

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Préambule

En vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13.07.2007, le Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM) est chargé de la gestion des programmes suivants :

- le programme sectoriel Erasmus du programme LLP
- l'action Jean Monnet
- le programme Erasmus-Belgica subventionné par la Communauté française de Belgique